



**Report sine die du congrès de dissolution du RPT
A COTE DES RAISONS OFFICIELLES, LA
STRATEGIE DU TEASING QU'ON NE DIT PAS**

P 3



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



**Après deux ans dans la rue et à l'école du radicalisme
JEAN PIERRE FABRE CAPITULE ET
CHERCHE A NEGOCIER**

P 3

Confidentiel

**CES LEADERS ET MILITANTS
DE L'OPPOSITION QUI NE
VEULENT PAS DE LA
DISSOLUTION DU RPT**

P 3

■ **DES CADRES TOGOLAIS DU TOURISME
FORMES EN EGYPTE**

P 4

■ **Vingt ans après la fin de l'apartheid en Afrique du Sud:
LE COUPLE MIXTE FACHE TOUJOURS**

P 7

■ **Le Civisme Aujourd'hui
LA NATION AVANT TOUT**

P 4



Interview de NICOLAS LAWSON :
**« MÊME L'ACCORD POLITIQUE GLOBAL N'EST
QU'UNE FORMULATION DE BONNES INTENTIONS
MAIS AU CPDC NOUS AVONS RÉUSSI À FAIRE
DES PROPOSITIONS PALPABLES »**

P 2

AFRIATECH
Archivage Numérique-GED - Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing
Web : www.afriatech.com E-mail : info@afriatech.com Tél : +228 261 40 71 Fax : +228 261 40 70
Objectif 2015 : **zéro papier !**

TR 050 du 27 janv. 2012



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€

Zone Franche Togolaise PLUSIEURS EMPLOYÉS ACCUSENT LA SOCIÉTÉ INDUPLAST DE LICENCIEMENT ABUSIF



Le Togo, Etat de droit que nous sommes entrain de bâtir, est un pays qui se veut rassurant et surtout garant des libertés et droits de ses citoyens, notamment des travailleurs. Depuis le mois de février 2011, des dizaines d'employés d'INDUPLAST, une société de la Zone Franche togolaise spécialisée dans la fabrication des sachets, emballages, films gaines et sacs en plastique, vivent un calvaire indescriptible suite à des séries de licenciements abusifs dont la société dirigée par le sieur Ali SAYEGH se spécialise. Pour un retard de 10 minutes, vous pourrez être viré sans qu'aucune des conditions légalement admises ne soit remplie. Sans aucune demande d'explication ou avertissement, le chef d'usine, un certain Kamal Ajami peut vous servir une belle gifle avant que le DG ne couronne votre malheur par une lettre de licenciement. Elles sont nombreuses ces personnes qui sont désormais sans emplois et qui s'organisent activement dans un groupement de défense d'intérêt commun qui devrait s'appeler Association des Lésés de INDUPLAST (ALI) que présidera bientôt le libanais

Huisseine FOUAD, avec comme Secrétaire Général le togolais COMLAN Alex. Ils sont donc des indiens, pakistanais, ivoiriens, libanais et surtout togolais à subir les humeurs et abus de la Direction Générale de INDUPLAST. La société qui est l'une des plus prospère de la Zone Franche avec plus de 19 milliards de chiffre d'affaire annuel et qui produit mensuellement 1260 tonnes de plastiques est paradoxalement l'une de celles qui négligent le plus ses employés en les privant de leurs droits les plus élémentaires. Sur la situation de ces licenciements abusifs, les responsables de la SAZOF ont tenté en vain une conciliation, ce qui a poussé les victimes, pour la plupart à envisager des solutions judiciaires et une mobilisation pour des actions collectives qui ne tarderont pas. Plusieurs autres griefs sont faits à INDUPLAST en ce qui concerne la multitude de travailleurs locaux et expatriés qui ne sont pas déclarés, des fausses déclarations de salaires y ont également cours. Nous y reviendrons.

Patrick NIMA

Interview de Nicolas Lawson : « MÊME L'ACCORD POLITIQUE GLOBAL N'EST QU'UNE FORMULATION DE BONNES INTENTIONS MAIS AU CPDC NOUS AVONS RÉUSSI À FAIRE DES PROPOSITIONS PALPABLES »

Le Cadre Permanent de Dialogue et de Concertation (CPDC) a bouclé depuis le 19 janvier les discussions sur les questions de réformes constitutionnelles et institutionnelles prévues dans l'Accord Politique Global. Le Cadre a envoyé à cet effet le document de compilation de toutes les propositions au Chef de l'Etat qui doit à son tour le transmettre à l'Assemblée nationale pour leur – les propositions – conférer une force de loi. Plusieurs partis politiques prennent part aux travaux du cadre dont le Parti du Renouveau et de la Rédemption (PRR). Nous avons recueilli l'avis de son président sur les travaux du CPDC et sur les prochaines élections législatives. Lisez plutôt l'entretien.

TogoRéveil : Monsieur le Président, le CPDC vient d'envoyer le document de compilation de toutes les propositions de réformes institutionnelles et constitutionnelles au Président de la République. Est-ce que vous avez la garantie que ces propositions passent au niveau de l'Assemblée Nationale ?

Nicolas Lawson : Malgré la résistance du RPT au sein du CPDC, nous sommes arrivés à constituer une majorité dans ce cadre pour prendre des décisions que nous considérons comme des avancées démocratiques. Même l'Accord politique Global n'est qu'une formulation de bonnes intentions mais au CPDC nous avons réussi à faire des propositions palpables. Toutes les propositions que nous avons faites, dans un premier temps nous engageant et dans un deuxième temps, engageant le peuple togolais. Si jamais il advenait que le gouvernement et l'Assemblée nationale outrepassaient leur pouvoir qui est de se conformer à la volonté populaire et changeaient ce que nous avons proposé en faisant des recules démocratiques, nous aviserons et nous appellerons le peuple à prendre ses responsabilités.

TogoRéveil : Vous participez aux travaux du CPDC. Est-ce que la question du redécoupage électoral sera également abordée dans vos prochaines réunions vu qu'elle concerne les élections ?

Nicolas Lawson : Absolument. La question a même déjà été soulevée. Et je souhaite que nos frères du CAR, de l'ANC et les autres soient associés aux discussions pour la réorganisation de la CENI, à la réorganisation du code électoral et au redécoupage électoral. Même si nous disons que ce sont les élections qui déterminent la force de chaque parti politique, n'oublions pas ce sont le RPT, l'UFC et le CAR qui sont à l'Assemblée. L'ANC née dernièrement n'a pas encore confronté sa force sur le terrain mais nous comptons avec eux parce que ce sont nos frères et il faut qu'ils participent aux discussions. Et je leur demande que nous puissions peser sur comment les choses vont se faire pour que nous puissions être représentés à l'Assemblée en force après les élections pour pouvoir défendre les intérêts du peuple togolais.

TogoRéveil : Vous revenez d'une tournée dans le Nord du Togo. Qu'est-ce que vous et les populations de cette partie du Togo vous êtes dit ?

Nicolas Lawson : Il ya comme une affection qui est créée entre les togolais et les idéaux du PRR. Les



togolais commencent par aimer nos propositions et ils veulent donner la chance au PRR que ses idées soient mises en œuvre. Les gens sont conscients aujourd'hui que le PRR c'est éventuellement la bouée de sauvetage et ils veulent que ce que propose le PRR soit réalisé. Nous leur avons dit de résister à l'intimidation et d'être les gardiens de leur vote pour ne pas servir de béquille au RPT et ils le savent déjà.

TogoRéveil : Vous essayez de ratisser large dans le fief du RPT. Y a-t-il des obstacles que vous rencontrez ?

Nicolas Lawson : Non. Mais j'ai toujours dit que le RPT a toujours volé les élections au Nord. Avant nous étions absents dans les villages reculés du Nord même dans le Sud. Donc nous avons décidé d'aller voir nos frères dans les villages. Maintenant nous allons plus en profondeur et nous avons la chance d'avoir un certain nombre de nos frères de la diaspora qui écoutent ce que je dis et viennent nous donner quelques coups de main. Maintenant les togolais m'écoutent à l'intérieur comme à l'extérieur. Et nous avons commencé ce travail d'explication dans le Nord pour descendre progressivement dans le Sud.

TogoRéveil : Les élections législatives auront lieu dans pratiquement huit mois. Est-ce que le PRR est confiant ?

Nicolas Lawson : Absolument ! C'est d'ailleurs ce que je disais à Me Agboyibo l'autre fois qu'il ne faut pas chasser la proie pour chasser l'ombre. Ce que nous faisons au CPDC c'est pour les élections présidentielles de 2015. Mais nous avons 2012 à préparer. Il faudrait agir pour avoir une CENI qui est plus ou moins ouverte et équitable, pour avoir un code électoral favorable, pour avoir un redécoupage favorable pour que nous arrivions à avoir une influence sur ce qui va se faire pour espérer gagner les élections. Mais en tout état de cause le PRR travaille sur le terrain et le moment venu, nous serons prêts pour affronter n'importe quel parti.

Propos recueillis par Didier ASSOGBA

Retrouvez votre journal et plus
d'info sur le site :
www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI
COMITÉ DE RÉDACTION
Didier ASSOGBA
Patrick NIMA

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Aïssata TOURE
SÉCRÉTARIAT
Carole AGHEY
Rose NYUIADZI
INFOGRAPHIE
AHIABLE Raphaël

CARICATURE

DODZI
DISTRIBUTION ET
ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire
Hédzranawoé face Ets VINS
D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires
IMPRIMERIE
Service Compris

Après deux ans dans la rue et à l'école du radicalisme JEAN PIERRE FABRE CAPITULE ET CHERCHE A NEGOCIER



Depuis hier, 26 Janvier 2012, et par une déclaration dite relative aux réformes nécessaires à la transparence et à l'équité des élections au Togo, Jean Pierre Fabre annonce assez clairement que : « devant l'imminence des échéances électorales, l'ANC est disposée à engager, dans les meilleurs délais, des discussions avec les partis représentés à l'assemblée ». La déclaration ajoute comme condition de l'ouverture de ces discussions « que soient privés de délibérations et de votes les neuf députés illégalement envoyés à l'Assemblée Nationale » en attendant le retour effectif des neuf députés ANC révoqués. Plusieurs points sont cités dans cette déclaration comme étant les principaux sujets des discussions auxquelles l'ANC appelle les partis représentés à l'Assemblée Nationale.

Au-delà des points cités qui portent globalement sur les sujets qui n'ont pas encore été abordés au CPDC, le souhait non dissimulé de l'ANC marqué surtout par son empressement à ouvrir des discussions exclusives avec les partis parlementaires marque un brusque virage dans les stratégies politiques de ce parti qui s'est de tout temps montré réfractaire aux discussions. Certains y voient tout simplement une capitulation lamentable d'un parti qui se voulait radical mais qui malheureusement donne raison à tous ceux qui lui ont reproché très tôt sa passion pour la rue en lieu et place des discussions et dialogues. Après avoir boycotté le dialogue inclusif proposé par le Chef de l'Etat, après avoir opposé un refus catégorique à entrer au CPDC et après avoir fait la sourde oreille aux nombreux appels de la communauté internationale pour la poursuite d'un dialogue, Jean Pierre Fabre, affaibli et marginalisé vient montrer un empressement à entrer en discussion que lui seul se justifie.

Le non sens d'un dialogue exclusif

Cette démarche qui exclu les autres partis politiques togolais qui aspirent également à l'amélioration des conditions électorales, porte déjà en elle-même les germes de son échec. Si on considère qu'il n'y a que trois partis politiques qui sont présents à l'Assemblée Nationale à savoir le RPT (en voie de dissolution), l'UFC et le CAR, le fait de limiter ces discussions à ces partis politiques s'assimile au maintien du CPDC primaire avec une dérogation spéciale à l'ANC comme le seul parti extra parlementaire devant prendre part aux discussions. Une position qui n'est pas du goût des partis politiques comme OBUTS, PRR qui comme l'ANC ne sont pas signataires de l'APG mais aspirent à être associés aux propositions d'amélioration du cadre électoral. Quant au pouvoir, il a suffisamment montré sa position à travers la rénovation du CPDC et son ouverture aux autres partis politiques, signataires ou pas de l'APG.

L'ANC confirme ses regrets et retard

Avant cette déclaration d'hier, le Président de l'ANC avait annoncé dans une interview fraîchement accordée à l'un de nos confrères en ligne qu'« il est temps qu'on se retrouve dans un cadre plus représentatif pour sérieusement travailler ». Cette marque de volonté de participer à l'enrichissement du débat national quoi que salué par l'opinion qui qualifie ce revirement de réalisme politique, n'occulte pas le retard et les regrets cumulés de l'ANC, un parti vieux d'un ans mais dont les militants ont passé près de deux ans à revendiquer une part d'héritage de l'UFC, avec toutes les conséquences qu'ils sont bien obligés d'endosser. Le CPDC a plusieurs acquis, des avancées constatées et reconnues par Jean Pierre Fabre et ses collaborateurs et sur lesquels ils ont eu suffisamment de sagesse de ne pas revenir. Les premières réactions officielles dans les partis sollicités, en dehors du CAR, indiquent clairement que le cadre approprié pour les discussions reste le CPDC rénové. Malgré les aller et retours des uns et des autres, le cadre continue sa mission, précise t-on.

L'ANC serait entrain de prêcher dans le désert, car en face de sa démarche, le probable interlocuteur intéressé sera le CAR qui s'est suffisamment initié au radicalisme et qui montre également des signes et envies de prendre la route du dialogue. Les jours qui viennent nous situeront davantage.

Patrick NIMA

Report sine die du congrès de dissolution du RPT A COTE DES RAISONS OFFICIELLES, LA STRATEGIE DU TEASING QU'ON NE DIT PAS

Alors que tout le monde s'attendait à la tenue demain samedi 28 Janvier 2012, à Blitta, du congrès de dissolution du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), on vient d'apprendre le report sine die de ce rassemblement. Ce nouveau report a surpris plus d'un tout en alimentant les commentaires les plus féconds. Certaines langues estiment qu'avec ce report, la naissance du nouveau parti qui devait suivre la dissolution du parti quarantenaire, devient plus que compliquée. D'autres plus sceptiques affirment que cette dissolution n'aura jamais lieu et que tout ceci ne relève que d'un bluff politique.

Loin des supputations, il est nécessaire de revenir sur les raisons du report d'un congrès constitutif suffisamment avancé dans son organisation et qui a surpris le millier de délégués qui s'apprêtait à faire le voyage de Blitta.

Les raisons officielles

A l'annonce de ce report, plusieurs raisons ont été apportées pour le justifier. Trois principalement expliquent ce report. On évoque les obsèques au cours de la même période du Grand Chancelier AYITE GACHIN MIVEDOR qui a tiré sa révérence depuis le 16 janvier 2012. Autre raison également liée aux hommages, il s'agit de la célébration du 7e Anniversaire de la disparition du Président Fondateur du RPT. Les cadres ont estimé qu'il conviendrait de célébrer cet anniversaire avant le congrès. Depuis le 23 janvier, s'est ouvert à Addis Abéba le 18e sommet de l'Union Africaine et à cette rencontre de grande importance qui s'achève le 31 Janvier, il est très probable que le Chef de l'Etat y participe et donc soit absent au moment du congrès.



Les probables raisons internes

Outre les motifs largement partagés au sein des militants du RPT qui ont dû revoir leur agenda, plusieurs sources évoquent le souci du Président de la République, autour duquel, se constitue cette nouvelle dynamique politique, de voir le processus se poursuivre sans anicroche. Entamé à la veille de la présidentielle de 2010, le projet de la création d'un nouveau parti fédérateur des forces présidentielles, a pris le temps qu'il faut pour son heureux aboutissement et il n'est pas concevable pour le Président Faure Gnassingbé que la dissolution du RPT et l'avènement du nouveau parti souffrent d'imperfections organisationnelles. Tout se veut minutieux et efficacement organisé. Ainsi donc, on évoque ce débat interne qui voudrait qu'à la dissolution, succède directement un autre congrès constitutif. Des débats et réflexions dans ce sens

devraient être bouclés à temps en vue de la mise en œuvre du processus de la réforme après la célébration de l'anniversaire de la disparition du Président Eyadéma, fondateur du RPT et l'hommage des militants et du peuple au grand Chancelier MIVEDOR.

Et s'il s'agissait d'un teasing pour mieux vendre

L'évènement est plus qu'attendu comme le témoigne le suivi, l'intérêt et toute l'attention que les togolais consacrent à la dissolution du RPT et à la naissance du nouveau parti qui garde encore tous les secrets de sa création. Tout est question de marketing politique et le nouveau parti se veut une vision et un nouveau produit politique à vendre absolument aux togolais. Et ceux qui parlent de teasing dans les démarches actuelles de création de ce nouveau parti, ne sont pas loin de la réalité.

Germain POULI

Confidentiel CES LEADERS ET MILITANTS DE L'OPPOSITION QUI NE VEULENT PAS DE LA DISSOLUTION DU RPT

Ce qui était considéré comme un problème interne au Rassemblement du Peuple Togolais, prend désormais les allures d'un sujet d'intérêt national avec l'implication de plus en plus avérée des leaders et militants de l'opposition togolaise dans l'avenir politique du RPT dont la dissolution se précise de plus en plus malgré le report du congrès du 28 janvier. L'annonce de cette dissolution qui entérine définitivement la fin de ce parti politique et le montée en puissance d'une autre formation politique dont la plus grande ambition est de rapprocher les togolais qui partagent les mêmes visions que le Président Faure GNASSINGBE mais qui ne souhaitent aucunement collaborer avec lui dans le RPT, a suscité de nombreuses craintes dans les rangs et

les fiefs de l'opposition où, le constat et des études probantes ont suffisamment montré qu'une bonne partie des troupes de l'opposition, même si elles sont encore minoritaires, souhaitent vivement rejoindre le Président Faure sur les chantiers de la réconciliation et de la reconstruction. Du coup des leaders et des militants sont hostiles à la réforme d'en face. On comprend mieux les manœuvres, commentaires et autres vieux pieux qui cherchent à convaincre sur l'impossibilité de la dissolution du RPT. Trop d'intérêts sont en jeu. Nous y reviendrons plus en détails sur les partis de l'opposition qui crient déjà aux tentatives de débauchage de leurs militants au profit du nouveau parti.

La Rédaction.

Promotion d'un secteur en pleine relance DES CADRES TOGOLAIS DU TOURISME FORMES EN EGYPTE



Le Ministère du Tourisme togolais dans ses efforts de relance du tourisme, a signé un mémorandum de coopération avec le ministère égyptien du tourisme le 26 mars 2009 au Caire. Dans le cadre de ce mémorandum, dix cadres du Ministère du Tourisme togolais ont bénéficié d'une formation de cinq jours au Caire en Egypte.

La délégation togolaise a séjourné au Caire du 13 au 20 janvier 2012 pour une formation en stratégie de promotion touristique et en gestion hôtelière.

L'Egypte, destination touristique par excellence, a accueilli 14.730813 touristes en 2010. Le secteur emploie 12% de la main d'œuvre égyptienne, soit 6 millions de personnes. La révolution sociale de 2011 a diminué de 33% le nombre de touristes en Egypte, preuve que le tourisme rime mal avec la violence. Mais, la stratégie adoptée lors de la crise économique mondiale de 2008, a été remise en œuvre pour la relance du tourisme. Cette stratégie est axée sur les

facilités accordées aux investisseurs privés, la participation aux grands salons du tourisme et l'organisation régulière d'eductours à l'intention des grands tour-opérateurs du monde.

L'hôtellerie est la pierre angulaire du tourisme égyptien. Avec 230.000 chambres d'hôtels exploitées, le pays soutient une politique d'hébergement solide autour des atouts naturels et historiques. Le Togo dispose également d'atouts naturels et culturels, ont fait remarqué les experts égyptiens rencontrés. Pour cela, ils proposent au Togo un produit touristique basé sur le culturel et les loisirs. Les prestations touristiques et l'offre hôtelière devraient donc être diversifiées. Le pays peut aussi se référer à l'expertise de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) pour la vente de son produit touristique. L'Egypte se dit disposée à accompagner le Togo dans sa politique de relance du secteur touristique par le renforcement des capacités du personnel.

Le Civisme Aujourd'hui LA NATION AVANT TOUT



Partout où nous nous trouvons en temps que citoyens togolais, nous devons penser avant tout à l'intérêt national. Que nous soyons dirigeants, responsables de parti politique, responsables d'une entreprise d'Etat, l'intérêt général doit primer sur nos intérêts particuliers. A chaque fois nous avons cette réalité en tête, nous pouvons proscrire certains actes qui ne permettent pas à la nation togolaise de poursuivre sa marche vers l'avant. Si c'est la somme de nos succès individuels qui fait le succès de la nation toute entière, c'est de la même façon que la somme de nos bonnes attitudes fera de notre pays un pays responsable aux yeux des autres nations du monde.

En temps que togolais l'image de notre pays à l'étranger doit être une préoccupation pour tout un chacun d'entre nous. « Nul ne montre sa maison avec la main gauche » dit un adage de chez nous. Quels que soient nos problèmes internes, la bonne image de notre pays aux yeux des

étrangers doit être notre préoccupation partagée ; que l'on soit au pouvoir ou dans l'opposition. Le développement du Togo passera par des investissements étrangers et ceci n'est possible que si le pays présente une bonne image à l'étranger. Ceci rentre dans l'intérêt général.

Le 17 janvier dernier, notre pays a reçu une invitée de marque en la personne de Hilary Clinton qui se trouve être la Secrétaire d'Etat américaine aux affaires étrangères. Cette visite doit réjouir tous les togolais pour ce que le pays est en train de confirmer son rayonnement diplomatique. Au lieu que cela nous réjouisse tous, nous avons été malheureux de constater que le bien du Togo nous divise encore. Il importe de savoir que pour tout citoyen, l'intérêt de son pays doit prendre le pas sur toute autre considération. C'est en ça qu'on devient de bons citoyens.

La Rédaction



COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'EN DEPIT DE LA DIVERSIFICATION DE SES LIAISONS INTERNATIONALES, SON SERVICE INTERNET SUBIT DES PERTURBATIONS DEPUIS QUELQUES JOURS. CES PERTURBATIONS SONT DUES A UNE DEFAILLANCE TECHNIQUE SUR LES LIAISONS VIALE BENIN ET LE GHANA.

TOUTES LES EQUIPES TECHNIQUES SONT A PIED D'ŒUVRE POUR RETABLIR LA SITUATION DANS LES PLUS BREFS DELAIS.

TOGO TELECOM VOUS PRESENTE SES EXCUSES POUR LES DESAGREMENTS ET VOUS REMERCIE D'ORES ET DEJA DE VOTRE AIMABLE COMPREHENSION

LA DIRECTION GENERALE



BONUS

RECHARGEMENT ILLICO

JUSQU'AU 31 JANVIER 2012



+20%

RECHARGE ILLICO 2000^{F CFA}



+25%

RECHARGE ILLICO 5000^{F CFA}



+30%

RECHARGE ILLICO 10000^{F CFA}



+35%

RECHARGE ILLICO 15000^{F CFA}

RECHARGES	BONUS	MONTANT AU RECHARGEMENT
Carte illico de 2 000 ^{F CFA}	+20%	2 400 ^{F CFA}
Carte illico de 5 000 ^{F CFA}	+25%	6 250 ^{F CFA}
Carte illico de 10 000 ^{F CFA}	+30%	13 000 ^{F CFA}
Carte illico de 15 000 ^{F CFA}	+35%	20 250 ^{F CFA}

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112

Dérangement : 119

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGDE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS
Carrefour Fréau Jardin
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

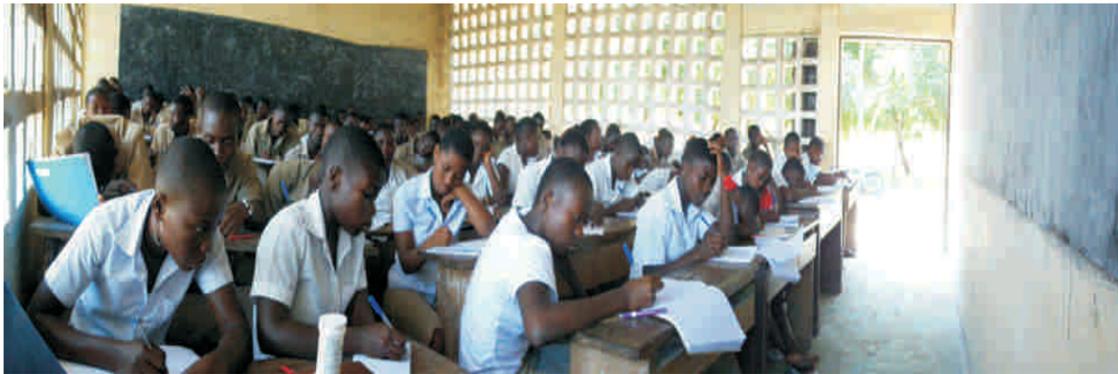
Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00

Les TD dans les établissements officiels du Togo

REMEDE AUX EFFECTIFS PLETHORIQUES OU CUPIDITE ENSEIGNANTS ?



Le décret, nommé décret Nagou parce que adopté lors du passage au ministère des enseignements primaires, secondaires et de l'alphabétisation de ce dernier interdit toutes répétitions dans le cadre scolaire officiel au Togo. Les répétitions visées par ce décret, souvent appelées TD (Travaux Dirigés), se faisaient dans les établissements officiels et privés où les enseignants titulaires des matières regroupent des élèves en grand nombre et reprennent avec eux tout ce qu'ils ont enseigné à la grande masse. Le procédé, comme tout autre présentant des risques de dérive : les enseignants, certains du moins, refusaient les cours aux heures normales pour ne les dispenser qu'à ceux qui répondaient présents lors de ces séances. En plus, certaines fois, les épreuves de devoir et de composition n'étaient que la reprise des exercices traités en TD. Face à ce constat, quiconque se trouverait à la place du ministre aurait pris la même décision. Mais cette décision quoique judicieuse en son temps pénalisait la masse qui ne pouvait pas s'assurer les services de répétiteurs à domicile, puisque ceux-ci sont jugés trop onéreux.

Après un temps d'observation de ce décret dans les écoles officielles – les écoles privées l'ayant passé outre, puisqu'à la recherche du résultat qui fait leur renommée – on constate aujourd'hui une recrudescence de ces cours organisés pour la plupart les mercredi après-midi et les samedi matin par les enseignants et élèves des établissements officiels dans les enceintes des écoles privées ou dans leur propre enceinte pour les plus courageux. Le phénomène est tel qu'en fin du mois de novembre 2011, une mission de contrôle financier des établissements de la capitale codirigée

par la Direction Régionale de l'Education Lomé-Golfe et le Ministère de tutelle a clairement signifié aux chefs d'établissements, aux enseignants et aux élèves qu'ils ont tenu à rencontrer que ces cours (TD) sont interdits par la loi régissant l'éducation dans notre pays.

Une chose n'a cependant pas manqué de les étonner, ce fut la réaction quasi unanime des élèves qui ont reconnu les divers avantages qu'ils tirent de ces travaux dirigés. Il faut reconnaître qu'avec les effectifs pléthoriques que connaissent les établissements de Lomé, surtout ceux des banlieues – Baguida, Agoè, Avédji, Adidogomé et de la zone portuaire, les conditions d'études sont pénibles dans les salles de classe. En effet, contrairement au centre ville où les effectifs sont en baisse à cause de son dépeuplement, dans ces banlieues, les classes de Collège et de Lycée sont entre 100 et 130 élèves, parfois jusqu'à 150 (Lycée de Gbényédji). Avec ces effectifs, même les plus attentifs parmi les élèves éprouvent certainement des difficultés à suivre et l'enseignant est écrasé par l'effectif, de telle manière qu'il n'est plus efficace. Il leur – à l'enseignant et aux élèves – faut donc d'autres séances en effectif réduit pour un enseignement efficace et performant. Aucune structure ni organisation officielle n'existant dans ce sens, le génie enseignant se met en action pour combler le vide. Même si cela est payant – 200 à 300 francs par élève et par séance de deux à trois heures, il faut reconnaître aux enseignants le mérite d'avoir initié cette action qui, quoiqu'on dise est dans l'intérêt des élèves. Il faut quand même que l'on cesse à un moment de jeter l'opprobre sur cette couche professionnelle à laquelle on enlève tout sans rien donner en retour ;

de la fameuse loi du 10 mars au interdiction de punitions corporelles. Cette dernière mesure, tout comme la loi du 10 mars sont certes judicieuses, mais face à de tels effectifs, quelle pédagogie adoptée ? Les sentiments dépassant toute raison, un enseignant ne peut-il pas choisir parmi celles qu'il forme – pour d'autres – sa future conjointe sans pour autant devenir un monstre ? Et que dire de ces élèves qui font les trottoirs de la capitale après les cours à la recherche des clients ?

Toutes ces interrogations expliquent chacune à son niveau la baisse de niveau dont souffre l'éducation au Togo et c'est pour y pallier que ce système de TD a été mis en place ? Certains établissements ont témoigné de l'efficacité de ces Travaux Dirigés. Les enseignants rencontrés à cet effet ont fait cas des bons résultats que ces établissements obtenaient dans le passé, quand les TD y étaient en vogue avant le décret Nagou et les résultats piteux qu'ils connaissent aujourd'hui. Il faut alors reconnaître que les 200 ou 300 francs perçus par les enseignants lors de ces séances ne sont que le fruit insuffisant de leur effort et exhorter les autorités du ministère à légaliser ces séances par une organisation nationale en attendant de disposer des moyens nécessaires pour construire des salles de classes et recruter des enseignants en nombre important pour rendre raisonnable le ratio élève enseignant. Il est vrai, notre pays est inscrit dans un processus de gratuité de l'école mais il faut aussi reconnaître que l'éducation ne saurait être entièrement assurée par l'Etat. Les études sont chères et l'excellence à un prix : le travail dans de bonnes conditions ; les parents doivent le comprendre.

Pablo ZOUBE

Dias MISSOKO

Ouverture de « Radio X-Solaire » LA HAAC DEMANDE LE TEMPS NECESSAIRE

L'affaire qu'il est convenu d'appeler le « dossier X-Solaire » a fait couler assez d'encre et de salive et continue d'alimenter les débats au sein de la population et dans les médias. En effet, c'est précisément le 29 novembre 2010 que notre consœur Radio X-Solaire a été fermée par l'Autorité de Réglementation des Postes et Télécommunications (ART&P) pour défaut de récépissé de l'Association détentrice de la radio. C'était ensemble avec deux autres radios – Métropolis et Radio Providence – qui ont repris leurs activités depuis plus de sept mois déjà. Depuis lors, plusieurs démarches ont été initiées par les responsables de la Radio de commun accord avec certaines organisations de défense de droit des journalistes comme l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT) et le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) et récemment avec l'Association SOS Journalistes en Danger et Journalistes pour Droits de l'Homme (JDHO). Toutes ces organisations ont mené des actions pour que le récépissé soit délivré à l'association La Cigale pour que la radio reprenne ses activités.

Pour des raisons de transmission au niveau de l'administration, le récépissé de l'association La Cigale n'a été délivré que le 18 janvier dernier par le ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales à la veille d'une marche organisée par SOS Journalistes en Danger et JDHO notamment pour exiger l'ouverture de la radio dont la fréquence devait être définitivement retirée le 19 janvier si le récépissé n'était pas délivré. La procédure normale veut que ce soit la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication qui transmette le document à l'ART&P. Ce pourquoi la HAAC demande « le temps nécessaire pour le traitement sans état d'âme du dossier X-Solaire ».

Les membres de la HAAC suivent depuis le début de la semaine dernière, une série de séminaires qui doivent leur permettre de s'approprier les textes qui régissent le domaine de la communication au Togo. La série de séminaire a pris fin hier jeudi et on peut s'attendre dans les prochains jours à la finalisation de la procédure afin de permettre à notre consœur de reprendre ses activités. Alors il importe aux médias et à la population de prendre la HAAC aux mots en gardant le calme demandé dans la déclaration liminaire de l'institution de régulation le 24 janvier dernier. Mais apparemment tel n'est pas le cas au niveau de SOS Journalistes en Danger qui projette déjà une série de « marches pacifiques » à partir de ce lundi pour exiger l'ouverture immédiate de Radio X-Solaire. Ces marches programmées doivent aboutir chacune à son tour à la Direction de l'ART&P, à la HAAC, au ministère des postes et télécommunications, au ministère de la communication et finalement à la signature.

Sans pronostiquer sur l'issue de ces actions de nos confrères, il nous appartient d'accorder le bénéfice du doute à la HAAC et son président qui se disent préoccupés par l'ouverture de la Radio pour que nos confrères restés à la maison depuis plus de quatorze mois reprennent le service.

13e journée mondiale de la Poésie LE CENACLE DONNE LE TON

Le monde entier célèbre le 21 mars prochain, la 13e journée mondiale de la poésie. Au Togo, c'est l'Association de la Nouvelle Génération de Poètes Togolais qui vient de donner le ton de la célébration sur la Terre de Nos Aïeux. C'est à travers une cérémonie officielle de lancement qui a eu lieu le 20 janvier dernier dans les locaux de l'Ecole Africaine des métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme (EAMAU). La cérémonie a été présidée par le Ministre des Arts et de la Culture, Me Ahmadou Yacoubou. Plusieurs personnalités ont également pris part à la cérémonie parmi lesquelles, l'ancien Premier Ministre Joseph Kokou Koffigoh, l'ancien ministre Cornélius Aidam et l'ancien Premier Ministre Edem Kodjo qui est d'ailleurs l'invité d'honneur du Cénacle pour la célébration. Cette 13e journée mondiale de la poésie se célèbre pour la quatrième fois au Togo toujours sur l'initiative du Cénacle puis qu'elle a été célébrée pour la première fois le 21 mars 2009. La célébration d'une journée de la poésie répond à l'objectif de l'UNESCO d'encourager l'écriture, la lecture et l'enseignement de la poésie. C'est aussi une journée de retrouvaille pour rappeler le rôle que cet art a joué et joue dans le développement de la société. Pour cette année, le Cénacle a concocté plusieurs activités qui vont meubler la célébration. Entre autres activités, on parle des ateliers de poésie prévus en Février à Lomé et à Atakpamé, des séances de déclamations de poèmes, des cérémonies de dédicace d'ouvrages poétiques avant la journée apothéose qui sera

également marquée par les déclamations en série de poèmes des écrivains en herbe mais aussi des écrits des écrivains confirmés qui ont marqué l'histoire du Togo et de l'Afrique. Le Cénacle projette également une tournée dans les établissements scolaires, universitaires et écoles de formation notamment pour faire don des ouvrages littéraires pour encourager la lecture et l'enseignement. Le Cénacle compte donner une mission encore plus palpable à la poésie togolaise. C'est pourquoi le thème de la célébration de cette année est « Vivre la poésie au-delà des écrits ». L'idée est d'amener le poète à joindre l'acte à sa parole. Le Cénacle va aussi rendre un hommage mérité à une grande figure de la poésie togolaise pour avoir marqué d'une manière ou d'une autre l'histoire du Togo et de l'Afrique. Le choix est porté cette année sur l'auteur de l'Hymne national du Togo, Alex DOSSEH-ANYRON qui a rendu son âme le 12 mars 2007. Ainsi après Gamado AKAKPO-TYPAMM, Paul Amavi AHYI et Ephrem Seth DORKENOO, Alex Dosseh-Anyron est la quatrième personnalité à qui le Cénacle rend hommage lors de ces célébrations. La nouveauté de la célébration de cette année est la création d'une distinction dénommée « Prix Alex-Casimir Dosseh-Anyron du patriotisme » pour récompenser le meilleur promoteur de la poésie togolaise et surtout immortaliser l'auteur de l'hymne national du Togo.

Didier ASSOGBA

Coup d'oeil sur la CAN 2012 LA GUINEE EQUATORIALE ET LA CÔTE D'IVOIRE AU SECOND TOUR, LE SENEGAL A LA MAISON

Les Lions de la Théranga du Sénégal tout comme les Eléphants de la Côte d'Ivoire et les Black Stars du Ghana étaient considérés avant le début de cette 28e Coupe d'Afrique des Nations comme des prétendants sérieux à la succession des Pharaons d'Egypte détenteurs du trophée. Mais la réalité du terrain est en train de démontrer autre chose que ce que les analystes et consultants sportifs ont prédit. Les équipes considérées comme de petits poussés sont en train de créer la surprise en menant la vie dure aux grandes équipes. C'est le Sénégal qui vient de faire les frais de l'excès de confiance en soi dans le groupe A de la CAN devant les équipes de la Zambie et de la Guinée Equatoriale qui est à sa première participation. L'équipe sénégalaise a enregistré mercredi sa deuxième défaite de suite (2-1) devant le Nzalan national synonyme de son élimination. Les Equato guinéens

qui bénéficient du droit du sol ont enregistré leur deuxième victoire de suite. Ce qui fait les affaires de la Zambie qui espère une qualification pour les quarts de finale en compagnie de la Guinée Equatoriale qui ne jouera son troisième match face à la Zambie que pour viser la suprématie du groupe. L'élimination du Sénégal qui a plutôt une très bonne équipe sur le papier doit rejouer des équipes comme la Côte d'Ivoire et le Ghana qui sont également de sérieux prétendants au titre de champion cette année. Mais ces deux équipes doivent faire attention à la bonne forme de leurs adversaires de poule qui sont également capable de l'exploit zambien et équato-guinéen. En second match hier la Côte d'Ivoire s'est également qualifiée au second tour en se débarrassant de Burkna Faso (2-1). Soudan-Angola (2-2).

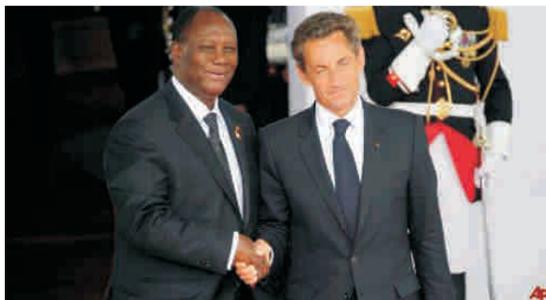
D. A.

France – Côte d'Ivoire : SUR LE CHEMIN DE LA RECONCILIATION

Le président ivoirien, Alassane Ouattara, rencontre ce jeudi à Paris son homologue français, Nicolas Sarkozy. Au programme : réconciliation et signature d'un nouvel accord de défense. Alassane Ouattara sera de retour en Afrique samedi, pour le sommet annuel de l'Union Africaine.

Arrivé mercredi à Paris, le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, est venu « remercier le président Sarkozy et son gouvernement pour l'intervention menée en avril » (ndlr, en 2011). Dans un entretien accordé au journal Le Monde, il explique que « sans elle, il y aurait eu en Côte d'Ivoire un génocide pire qu'au Rwanda ». Une rencontre entre les deux chefs d'Etat est prévue ce jeudi à 17h00, au Palais de l'Élysée, durant laquelle un nouvel accord de défense et de sécurité doit être signé. Une action qui déterminera le statut des troupes françaises déployées en Côte d'Ivoire. Durant les moments forts de la crise, la force Licorne comptait 2 000 soldats. Aujourd'hui elle n'en compte que 450, au grand regret d'Alassane Ouattara : « La France doit rester dans notre pays plus longtemps et de manière plus substantielle ».

Vitrine de la politique française en Afrique, la Côte d'Ivoire pourrait, à terme, ne compter que 250 à 300 soldats dans l'unique but d'assurer la formation des nouvelles forces de sécurité ivoiriennes. La France essaie-t-elle de se débarrasser du rôle de « gendarme de l'Afrique » qui lui a été si souvent reproché ? C'est ce qu'a fait comprendre le gouvernement français. Pourtant, même si « la situation est meilleure qu'il y a quelques mois », l'Élysée a estimé qu'elle le serait encore plus si certaines personnes étaient mises à l'écart, faisant



allusion à certains hauts gradés de l'armée. L'« ami » de Sarkozy a succédé en avril 2011 à Gbagbo à la tête de la Côte d'Ivoire. Les combats menés entre les partisans de Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara ont fait près de 3 000 morts. Une crise post-électorale due au refus de Laurent Gbagbo de céder le pouvoir à son rival après qu'il ait remporté l'élection présidentielle de 2010. A cet effet, Laurent Gbagbo a été écarté à La Haye par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes contre l'humanité. La venue d'Alassane Ouattara est l'occasion pour Paris de lui réaffirmer son soutien. Qu'en sera-t-il des grandes lignes du nouvel accord de défense ?

La visite du président ivoirien se poursuivra vendredi par une rencontre avec des chefs d'entreprises français et ivoiriens. Alassane Ouattara s'envolera vers l'Afrique samedi pour Addis Abeba à l'occasion du sommet annuel de l'Union Africaine.

Afrik.com

Nigeria: 200 PERSONNES ARRETEES APRES LA SERIE D'ATTENTATS

Quelque 200 personnes ont été arrêtées hier jeudi, après les attentats de Kano. Parmi elles, une majorité de Tchadiens soupçonnés d'être des "mercenaires" à la solde des islamistes de Boko Haram.

Les autorités nigérianes répliquent après les attentats dans la ville de Kano. Ce jeudi, elles ont procédé à quelque 200 arrestations. 80% des personnes arrêtées sont des Tchadiens, a déclaré jeudi une source policière de haut niveau, sous couvert d'anonymat. La source policière a soutenu qu'il y avait des indications selon lesquelles les Tchadiens avaient été payés pour participer à ces attaques "en tant que mercenaires". Des membres présumés de Boko Haram auraient d'autre part



contacté la police pour un dialogue via l'émir de Kano. L'émir est la plus haute autorité musulmane traditionnelle de la capitale du nord du Nigeria. "Ils (les islamistes) disent qu'ils le veulent comme médiateur dans le dialogue qu'ils proposent", a ajouté la source.

Série d'attaques. Une série d'assauts coordonnés, à la bombe ou par armes à feu, ont tué au moins 185 personnes

vendredi soir à Kano. Ces attaques visant principalement des bureaux de la police ont été attribuées au groupe islamiste Boko Haram. Une nouvelle attaque a eu lieu le mardi dernier, contre un commissariat de la deuxième ville du pays. Boko Haram multiplie depuis des mois les attentats sanglants. Les islamistes ont notamment revendiqué une série d'attentats le jour de Noël qui ont visé en particulier des églises (49 morts) et fait naître la crainte de violences interconfessionnelles. Certains vont jusqu'à évoquer le risque d'une guerre civile.

Lexpress.fr/TR

Présidentielles France 2012 FRANÇOIS HOLLANDE DÉVOILE SES 60 PROPOSITIONS



François Hollande a présenté hier jeudi un programme chiffré, basé sur 60 engagements et quatre principes : lucidité, volonté, justice et clarté. Avec, comme objectif, l'équilibre budgétaire avant la fin 2017.

Devant 400 journalistes, François Hollande a levé le voile sur les 60 points de son programme ce jeudi 26 janvier 2012. Le candidat du Parti socialiste à la présidentielle a déroulé en quatre grands chapitres ses engagements pour « redresser la France », « rétablir la justice », « redonner l'espoir aux nouvelles générations » pour « une République exemplaire et une France qui fasse entendre sa voix ».

500 000 contrats

Lucidité, volonté, justice et clarté, sont donc les maîtres mots du candidat socialiste à l'Élysée. Ces grands principes posés, François Hollande a ensuite déroulé les 60 mesures qui illustrent « la volonté pour changer, la volonté pour redresser notre économie, nos comptes publics ». « Notre pays a besoin de changement » a déclaré d'entrée de jeu le candidat qui a voulu afficher « la lucidité sur la gravité de la situation, l'ampleur de la crise et l'état du pays » pour ensuite citer « la

justice, pour les Français qui l'attendent, pour le monde économique, notamment pour les PME ». Il a enfin parlé de « clarté, sur les financements, sur la méthode, sur le calendrier ». Concrètement, François Hollande s'est fixé comme objectif de créer 500 000 « contrats de génération » de façon à embaucher un jeune tout en maintenant un senior en entreprise. Cela générera une « double exonération de cotisations sociales, ce qui représentera à peu près 4 500 euros par contrat ». Au chapitre de la fiscalité, le candidat socialiste a annoncé vouloir supprimer 11,8 milliards d'euros de niches fiscales pour les ménages et 1,7 milliard pour les entreprises. Pour ce qui concerne les retraites, François Hollande prévoit une hausse de 0,1% par an des cotisations salariales et patronales.

« Les classes moyennes n'en peuvent plus »

S'il est élu en mai, le socialiste a également assuré que « les classes moyennes seraient protégées » rappelant qu'elles avaient été ponctionnées ces cinq dernières années. « Ces classes moyennes n'en peuvent plus » a encore insisté François Hollande. A propos de nouveaux prélèvements, « les seuls qui seront concernés par nos mesures sont les plus hauts revenus, c'est-à-dire tous ceux qui ont bénéficié des 75 milliards de cadeaux fiscaux cumulés sur le quinquennat » de Nicolas Sarkozy, a-t-il précisé. « Je ne promets que ce que je suis capable de tenir: pas moins, pas plus, tout ce qui est dit sera fait » et « sera fait vite lorsqu'il s'agit de changer les structures » a assuré le candidat en détaillant très précisément chacune de ses propositions.

Rfi.fr

Vingt ans après la fin de l'apartheid en Afrique du Sud: LE COUPLE MIXTE FACHE TOUJOURS

Une affiche de l'Organisation étudiante de l'Alliance démocratique (Daso), le principal parti d'opposition, fait couler beaucoup d'encre et de salive en Afrique du Sud. Le poster montre un couple mixte dans une étreinte dénudée, avec ce slogan : « Dans notre avenir, vous n'y penseriez pas à deux fois ». L'image est jugée tout simplement « shocking » par le petit Parti chrétien démocrate (CDP). Son dirigeant blanc, Theunis Botha, y voit une « incitation à l'immoralité et la promiscuité sexuelle » – allusion à peine voilée à la fameuse Loi sur l'Immoralité (Immorality Act) promulguée avant l'apartheid et renforcée sous le régime raciste, qui interdisait les mariages et toute relation sexuelle entre Blancs et « non-Blancs ». Theunis Botha en a remis une couche moralisatrice: « Dans un pays frappé par de forts niveaux de Sida et une overdose de criminalité, en particulier avec meurtres de fermiers (blancs, ndlr), l'affiche envoie le message contraire à ce dont nous avons besoin ».

La Daso avait l'intention de générer un débat sur les relations interraciales en Afrique du Sud, toujours marquées par un faible niveau de mixité en dehors des grandes villes. Commentaire de Makashule Gana, le dirigeant des jeunes de l'Alliance démocratique (DA) : « Dire que le poster est sexuel, c'est aller à l'extrême. L'image dit beaucoup. Ils s'embrassent mutuellement, et cela montre que dans ce pays nous pouvons trouver l'opportunité de nous embrasser les uns les autres. Je

ne sais pas pourquoi il y a des commentaires négatifs. C'est une oeuvre d'art qui décrit l'avenir que nous voulons construire ».

L'image, d'abord diffusée par Makashule Gana sur les réseaux sociaux, n'a pas laissé indifférent en Afrique du Sud. Réactions diverses et variées des internautes : « Est-ce que l'AD fait campagne pour les sugar-daddies blancs qui courent après les jeunes poulettes indigènes ? » Autre commentaire : « La nudité détourne complètement le message, à moins que la politique ne soit une affaire de fesse ? » Ou encore : « Je ne vois rien de sexuel. La pause, l'étreinte, les expressions paraissent convaincantes, cela ressemble à de l'amour et c'est beau. » Le célèbre journaliste blanc Max du Preez s'est joint au débat en cours sur Twitter, pour se dire « abasourdi par les réactions au poster de la Daso. Cette image attire le regard et le message est clair. Pourquoi tant de gens se sentent-ils menacés ? »

Personne n'a vraiment relevé le fait que ce soit un homme blanc qui enlace une femme noire, et non l'inverse, un homme noir avec une femme blanche – une image qui aurait sans doute suscité encore plus de commentaires. Quoi qu'il en soit, le poster a déjà inspiré des imitateurs: une affiche similaire montrant un couple mixte et gay a été diffusée le 24 janvier sur Internet, contraignant la Daso à décliner toute responsabilité – même si elle ne condamne pas l'initiative, bien au contraire...

Slateafrique.com/ TR

Le résultat du jeu la semaine prochaine

Gagnez Spécial Jeu
Des Portables
Des télévisions
Des clés USB
Des lecteurs
DVD



Facile à Jouer

Découpez ce coupon et déposez le à l'adresse ci-dessous indiquée: DIRECT FACTORY (A vous de retrouver)

Direct Factory

Nom et Prénoms.....
Ville de résidence.....
Numéro de Tél:.....

Vœux à notre aimable clientèle



Union Togolaise de Banque

Nous sommes depuis plus de 47 ans avec vous et sur tous les fronts.

Tout au long de cette année qui s'achève, nous avons grandi dans nos ambitions réciproques, dans la recherche de la qualité et de l'efficacité.

Nos produits et services, nous les avons adaptés pour vous accompagner dans l'accomplissement de vos projets, dans vos affaires et dans votre vie.

Et si nous parvenons à passer le cap, étape par étape et à relever chaque défi essentiel, c'est parce que vous nous avez choisi comme partenaire.

Dans une relation de confiance mutuelle, dans les bons moments et dans les moins bons, nous avons passé cette année ensemble. Merci de la confiance accordée.

2012 sera une année de succès, de joie, de bonne santé et de prospérité. C'est le souhait que nous vous formulons, nos vœux les plus ardents pour vous et pour tous ceux qui vous sont chers.

Heureuse Année 2012

La Direction Générale et toute l'équipe de l'UNION TOGOLAISE DE BANQUE.

VOTRE SATISFACTION FAIT NOTRE REPUTATION